

No. 54794*

**Peru
and
France**

Convention on mutual legal assistance in criminal matters between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic. Paris, 15 November 2012

Entry into force: *1 July 2016, in accordance with article 39*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Peru, 29 November 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Pérou
et
France**

Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française. Paris, 15 novembre 2012

Entrée en vigueur : *1^{er} juillet 2016, conformément à l'article 39*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Pérou, 29 novembre 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE
EN MATIERE PENALE
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française, ci-après dénommés les Parties, désireux de signer une Convention d'entraide judiciaire en matière pénale et de coopérer ainsi plus efficacement dans la poursuite, le jugement et la répression des infractions, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1
Obligation d'entraide mutuelle

1. Les Parties s'engagent, conformément aux dispositions de la présente Convention, à s'accorder mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relevant, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

2. L'entraide judiciaire comprend notamment :

- a) Le recueil de témoignages ou autres déclarations ;
- b) La présentation de documents, y compris de documents bancaires, dossiers ou éléments de preuves ;
- c) L'échange d'informations ;
- d) La fouille de personnes, la perquisition de domiciles et autres ;
- e) Les mesures coercitives, y compris la levée du secret bancaire ;
- f) Les mesures provisoires ;
- g) La communication d'actes de procédure ;
- h) Le transfèrement temporaire de personnes détenues pour des audiences ou des comparutions ;
- i) La réalisation d'auditions par vidéoconférence ;
- j) La saisie et l'immobilisation de biens ; et
- k) Toute autre forme d'entraide permise par la législation de la Partie requise.

3. L'entraide judiciaire est également accordée :

- a) Dans des procédures pénales pour des faits ou des infractions pouvant impliquer une personne morale dans la Partie requérante ;
- b) Dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale ;
- c) Pour la notification de communications judiciaires relatives à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, du recouvrement d'une amende ou du paiement de frais de procédure.

Article 2

Faits donnant lieu à l'entraide

L'entraide judiciaire est accordée même lorsque les faits pour lesquels elle est demandée dans la Partie requérante ne sont pas considérés comme une infraction dans la Partie requise, sous réserve des dispositions de l'article 6.

Article 3

Inapplicabilité

La présente Convention ne s'applique pas :

- a) A l'exécution des décisions d'arrestation et d'extradition ;
- b) A l'exécution des condamnations pénales, y compris le transfèrement de personnes condamnées, sous réserve des mesures de confiscation ;
- c) Aux procédures relatives à des infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

Article 4

Motifs pour refuser ou différer l'entraide

1. L'entraide judiciaire peut être refusée :

a) Si la demande se réfère à des infractions considérées par la Partie requise comme des infractions politiques ou connexes à des infractions politiques ;

b) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

2. L'entraide judiciaire ne peut être rejetée au seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la Partie requise qualifie d'infraction fiscale ou au seul motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, de douane et de change ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et d'impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

3. La Partie requise n'invoque pas le secret bancaire comme motif pour rejeter toute coopération concernant une demande d'entraide judiciaire.

4. La Partie requise peut différer l'entraide judiciaire si l'exécution de la demande est susceptible de porter préjudice à une procédure pénale en cours sur son territoire.

5. Avant de refuser ou de différer l'entraide judiciaire conformément au présent article, la Partie requise :

a) Communique le plus rapidement possible à la Partie requérante le motif pour lequel elle envisage de refuser ou de différer l'entraide judiciaire ; et

b) Consulte la Partie requérante pour décider si l'entraide judiciaire peut être accordée aux conditions qu'elle juge nécessaires. Si la Partie requérante accepte ces conditions, elle doit s'y conformer.

Article 5
Droit applicable

1. La demande d'entraide est exécutée conformément au droit de la Partie requise.
2. Si la Partie requérante souhaite que soit appliquée une procédure particulière dans l'exécution de la demande d'entraide, elle le sollicite de manière expresse et la Partie requise traite la demande conformément à cette procédure si elle n'est pas contraire aux principes fondamentaux de son droit.

Article 6
Mesures coercitives

L'exécution d'une demande qui implique des mesures coercitives peut être refusée si les faits décrits dans la demande ne correspondent pas aux éléments constitutifs d'une infraction sanctionnée par le droit de la Partie requise, en supposant qu'elle ait été commise sur son territoire.

Article 7
Mesures provisoires

A la demande expresse de la Partie requérante et si l'affaire à laquelle se rapporte la demande n'est pas manifestement irrecevable ou non fondée selon le droit de la Partie requise, les autorités compétentes de cette Partie prennent des mesures provisoires aux fins de maintenir une situation existante, de protéger des intérêts juridiques menacés ou de préserver des éléments de preuve.

Article 8
Confidentialité et spécialité

1. La Partie requise s'efforce, dans toute la mesure du possible, de préserver le caractère confidentiel de la demande d'entraide judiciaire et de son contenu en conformité avec son ordre juridique. Si la demande ne peut être exécutée sans qu'il soit porté atteinte au principe de confidentialité, la Partie requise en informe la Partie requérante, qui décide s'il faut néanmoins donner suite à l'exécution. A cette fin, la Partie requérante doit préciser quelles sont les atteintes à la confidentialité.

2. La Partie requise peut demander que l'information ou l'élément de preuve communiqué conformément à la présente Convention reste confidentiel ou ne soit divulgué ou utilisé que selon les conditions qu'elle aura spécifiées. Lorsqu'elle entend faire usage de ces dispositions, la Partie requise en informe préalablement la Partie requérante. Si la Partie requérante accepte ces conditions, elle est tenue de les respecter. Dans le cas contraire, la Partie requise peut refuser l'entraide judiciaire.

3. La Partie requérante ne peut divulguer ou utiliser une information ou un élément de preuve communiqué à des fins autres que celles qui auront été stipulées dans la demande sans l'accord préalable de la Partie requise.

Article 9
Présence de personnes qui participent à la procédure

1. Si la Partie requérante le demande expressément, l'Autorité centrale de la Partie requise lui communique la date et le lieu de l'exécution de la demande. Les autorités de la Partie requérante ou les personnes mentionnées dans la demande peuvent assister à la réalisation de l'acte de procédure si la Partie requise l'autorise.

2. Lorsqu'elles ont assisté à l'exécution de la demande, les autorités de la Partie requérante ou les personnes mentionnées dans la demande, peuvent se voir remettre directement une copie certifiée conforme des pièces d'exécution.

Article 10
Déclarations de témoins dans la Partie requise

Les témoins apportent leur témoignage conformément à la législation de la Partie requise. Ils peuvent cependant invoquer le droit de ne pas déposer qui leur serait reconnu par la loi, soit de la Partie requise, soit de la Partie requérante.

Article 11
Remise de documents, dossiers ou éléments de preuve

1. La Partie requise peut adresser des copies des documents, dossiers ou éléments de preuve demandés. Si la Partie requérante demande expressément la remise des originaux, la Partie requise les communique dans la mesure du possible.
2. Les droits revendiqués par des tiers sur des documents, des dossiers ou des éléments de preuve dans la Partie requise n'empêchent pas leur remise à la Partie requérante.
3. La Partie requérante a l'obligation de retourner les originaux de ces pièces le plus rapidement possible et, au plus tard, à la fin de la procédure, si la Partie requise le demande expressément.

Article 12
Dossiers de procédure ou d'enquête

La Partie requise met à la disposition des autorités de la Partie requérante ses dossiers de procédure ou d'enquête – y compris les jugements ou décisions – dans les mêmes conditions et dans la même mesure qu'en ce qui concerne ses propres autorités, à condition que ces instruments soient importants pour la procédure judiciaire suivie sur le territoire de la Partie requérante.

Article 13

Antécédents pénaux et échanges de communications sur les condamnations

1. La Partie requise communique, conformément à sa législation et dans la mesure où ses propres autorités judiciaires pourraient elles-mêmes les obtenir dans des cas similaires, les extraits de casier judiciaire ou les renseignements relatifs à celui-ci que demandent les autorités judiciaires de l'autre Partie et qui sont nécessaires dans une affaire pénale.
2. Dans tous les cas non prévus au paragraphe 1 du présent article, il est fait droit à la demande de la Partie requérante dans les conditions établies par la législation, les règlements ou la pratique de la Partie requise.
3. Au minimum une fois par an et conformément à sa législation, chacune des Parties communique à l'autre les décisions pénales et mesures postérieures, concernant ses ressortissants, qui ont été enregistrées dans les antécédents pénaux.

Article 14

Dénonciation aux fins de poursuites

1. Chacune des Parties peut dénoncer à l'autre Partie des faits susceptibles de constituer une infraction pénale relevant de la compétence de cette dernière afin que puissent être diligentées sur son territoire des poursuites pénales.
2. La Partie requise fait connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmet s'il y a lieu copie de la décision intervenue.

Article 15
Notification d'actes de procédure
et de décisions judiciaires

1. La Partie requise procède à la notification des actes de procédure et des décisions judiciaires qui lui sont envoyés à cette fin par la Partie requérante.
2. Cette notification peut s'effectuer par simple remise au destinataire du document ou de la décision. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectue la notification dans l'une des formes prévues par sa législation pour les notifications analogues ou dans une forme spéciale compatible avec cette législation.
3. La preuve de la notification est un récépissé daté et signé par le destinataire ou une déclaration de la Partie requise constatant le fait, la forme et la date de la notification. L'un ou l'autre de ces documents est immédiatement envoyé à la Partie requérante. Si cette dernière le demande, la Partie requise précise si la notification a été effectuée conformément à sa législation. Si la notification n'a pas pu être effectuée, la Partie requise en communique immédiatement le motif à la Partie requérante.
4. La demande qui sollicite la notification d'une citation à comparaître d'une personne poursuivie qui se trouve sur le territoire de la Partie requise doit parvenir à l'Autorité centrale de cette Partie au plus tard trente (30) jours avant la date fixée pour la comparution.
5. Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties de faire remettre directement par leurs représentants ou les délégués de ceux-ci les actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à leurs propres ressortissants.

Article 16

Comparution de témoins ou d'experts dans la Partie requérante

1. Si la Partie requérante considère que la comparution en personne d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, elle l'indique dans la demande de notification de la citation qu'elle émet et la Partie requise cite à comparaître le témoin ou l'expert.
2. La Partie requise invite le témoin ou l'expert cité à comparaître et communique rapidement à la Partie requérante la réponse du témoin ou de l'expert.
3. Le témoin ou l'expert qui accepte de comparaître sur le territoire de la Partie requérante peut exiger de cette Partie le paiement anticipé de ses frais de voyage et de séjour.
4. Si le séjour du témoin ou de l'expert cité à comparaître, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, se prolonge, les frais sont assumés par la Partie requérante.

Article 17

Non-comparution et indemnités

1. Le témoin ou l'expert qui ne défère pas à la citation à comparaître dont la notification a été demandée, n'est soumis à aucune sanction ou mesure coercitive, même si cette citation contient une injonction, à moins qu'il ne se rende ultérieurement de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il ne soit à nouveau cité de manière régulière.
2. Les indemnités, ainsi que les frais de voyage et de séjour à verser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante, sont calculés en fonction du lieu de sa résidence et selon un taux au moins égal à celui prévu par les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où la déposition du témoin ou de l'expert doit avoir lieu.

Article 18
Immunité relative à la comparution

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaît devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne peut être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie, pour des faits ou des condamnations antérieurs à sa sortie du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités de la Partie requérante afin de répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet d'une procédure, ne peut être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou des condamnations antérieurs à sa sortie du territoire de la Partie requise et non visés dans la citation.

3. L'immunité relative à la comparution prévue dans le présent article, cesse lorsque la personne, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant quinze (15) jours consécutifs après que sa présence n'était plus requise, est demeurée néanmoins sur ce territoire ou y est retournée librement après l'avoir quitté.

Article 19
Portée du témoignage dans la Partie requérante

1. La personne qui comparaît dans la Partie requérante, suite à une citation, ne peut être contrainte à déclarer ou à présenter des éléments de preuve, si le droit de l'une des deux Parties lui permet de refuser.

2. Les dispositions de l'article 8 et de l'article 10 s'appliquent *mutadis mutandis*.

Article 20

Transfèrement temporaire de personnes détenues

1. Toute personne détenue dans la Partie requise, citée à comparaître dans la Partie requérante à des fins de témoignage, confrontation ou toute autre nécessité de procédure, est transférée temporairement sur le territoire de la Partie requérante, sous condition de son renvoi dans la Partie requise dans le délai indiqué par celle-ci et sous réserve des dispositions de l'article 18 de la présente Convention dans la mesure où elles sont applicables.

2. Le transfèrement peut être refusé :

- a) Si la personne détenue ne consent pas à son transfèrement ;
- b) Si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise ;
- c) Si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention, ou ;
- d) S'il existe d'autres considérations impérieuses qui s'opposent à son transfèrement sur le territoire de la Partie requérante.

3. La personne transférée doit rester en détention sur le territoire de la Partie requérante, à moins que la Partie requise ne demande sa mise en liberté. La période de détention sur le territoire de la Partie requérante est déduite de la durée de la détention que doit subir l'intéressé dans la Partie requise

4. En cas d'évasion de la personne transférée sur le territoire de la Partie requérante, la Partie requise peut solliciter l'ouverture d'une enquête pénale sur ces faits.

Article 21
Perquisition, saisie et immobilisation de biens

1. La Partie requise exécute, dans la mesure où sa législation le lui permet, les demandes de perquisition, d'immobilisation de biens et de saisie de pièces à conviction.
2. La Partie requise informe la Partie requérante du résultat de l'exécution desdites demandes.
3. La Partie requérante, dans la mesure permise par sa législation, se conforme à toute condition imposée par la Partie requise quant aux objets saisis remis à la Partie requérante.
4. La Partie requise peut refuser de remettre les biens si la Partie requérante n'est pas en mesure de respecter les conditions imposées en application du paragraphe précédent.

Article 22
Produits des infractions

1. La Partie requise s'efforce, sur demande, de déterminer si les produits d'une infraction à la législation de la Partie requérante se trouvent dans sa juridiction et informe la Partie requérante des résultats de ses recherches. Dans la demande, la Partie requérante communique à la Partie requise les motifs sur lesquels repose sa conviction que de tels produits se trouvent dans sa juridiction.

2. Si, conformément au paragraphe 1 du présent article, les produits présumés provenir d'une infraction sont trouvés dans sa juridiction, la Partie requise prend les mesures nécessaires autorisées par sa législation pour empêcher que ceux-ci fassent l'objet de transactions, soient transférés ou cédés avant que les autorités judiciaires de la Partie requérante n'ait pris une décision définitive à leur égard.

3. La Partie requise exécute, conformément à sa législation, une demande d'entraide visant à procéder à la confiscation des produits d'une infraction.

4. Dans la mesure où sa législation le permet et sur la demande de la Partie requérante, la Partie requise met tout en œuvre pour restituer à titre prioritaire à celle-ci les produits des infractions, notamment en vue de l'indemnisation des victimes ou de la restitution au propriétaire légitime, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

5. Les produits d'une infraction incluent les instruments utilisés pour la commission de cette infraction.

Article 23
Restitution

1. La Partie requise peut, sur demande de la Partie requérante et sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, mettre des objets obtenus par des moyens illicites à la disposition de la Partie requérante en vue de leur restitution à leur propriétaire légitime.

2. Dans le cadre de l'exécution d'une demande d'entraide, la Partie requise peut renoncer, soit avant, soit après leur remise à la Partie requérante, au renvoi des objets qui ont été remis à la Partie requérante si cela peut favoriser la restitution de ces objets à leur propriétaire légitime. Les droits des tiers de bonne foi ne sont pas affectés.

3. Au cas où la Partie requise renonce au renvoi des objets avant leur remise à la Partie requérante, elle ne fait valoir aucun droit de gage ni aucun autre droit de recours découlant de la législation fiscale ou douanière sur ces objets.

4. Une renonciation conformément au paragraphe 2 n'affecte pas le droit de la Partie requise de percevoir auprès du propriétaire légitime des taxes ou droits de douane.

Article 24
Audition par vidéoconférence

1. Si une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des Parties doit être entendue comme témoin ou expert par les autorités compétentes de l'autre Partie, cette dernière peut demander, s'il est inopportun ou impossible pour la personne à entendre de comparaître en personne sur son territoire, que l'audition ait lieu par vidéoconférence, conformément aux dispositions du présent article.

2. La Partie requise consent à l'audition par vidéoconférence pour autant que le recours à cette méthode ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit et à condition qu'elle dispose des moyens techniques permettant d'effectuer l'audition.

3. Les demandes d'audition par vidéoconférence contiennent, outre les indications visées à l'article 27, paragraphe 1, le motif pour lequel il n'est pas souhaitable ou pas possible que le témoin ou l'expert soit présent en personne à l'audition et mentionnent le nom de l'autorité judiciaire compétente et des personnes qui procéderont à l'audition.

4. L'autorité compétente de la Partie requise cite à comparaître la personne concernée selon les formes prévues par sa législation.

5. Les règles suivantes s'appliquent à l'audition par vidéoconférence :

a) L'audition a lieu en présence d'une autorité compétente de la Partie requise, assistée au besoin d'un interprète. Cette autorité est responsable de l'identification de la personne entendue et du respect des principes fondamentaux du droit de la Partie requise. Si l'autorité compétente de la Partie requise estime que les principes fondamentaux du droit de cette Partie ne sont pas respectés pendant l'audition, elle prend immédiatement les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'audition se poursuive conformément auxdits principes ;

b) Les autorités compétentes des deux Parties conviennent, le cas échéant, des mesures relatives à la protection de la personne à entendre ;

c) L'audition est effectuée directement par l'autorité compétente de la Partie requérante, ou sous sa direction, conformément à son droit interne ;

d) La personne à entendre peut invoquer le droit de ne pas témoigner qui lui serait reconnu par la loi, soit de la Partie requise, soit de la Partie requérante.

6. Sans préjudice de toutes mesures convenues en ce qui concerne la protection des personnes, l'autorité compétente de la Partie requise établit, à l'issue de l'audition, un procès-verbal indiquant la date et le lieu de l'audition, l'identité de la personne entendue, les identités et qualités de toutes les autres personnes de la Partie requise ayant participé à l'audition, les éventuelles prestations de serment effectuées et les conditions techniques dans lesquelles l'audition s'est déroulée. Ce document est transmis par l'autorité compétente de la Partie requise à l'autorité compétente de la Partie requérante.

7. Le coût de l'établissement de la liaison vidéo, les coûts liés à la mise à disposition de la liaison vidéo dans la Partie requise, la rémunération des interprètes qu'elle fournit, les indemnités versées aux témoins et aux experts ainsi que leurs frais de déplacement dans la Partie requise sont remboursés par la Partie requérante à la Partie requise, à moins que cette dernière ne renonce au remboursement de tout ou partie de ces dépenses.

8. Chacune des Parties prend les mesures nécessaires pour que, lorsque des témoins ou des experts sont entendus sur son territoire conformément au présent article et refusent de témoigner alors qu'ils sont tenus de le faire, ou font de fausses dépositions, son droit national s'applique comme il s'appliquerait si l'audition avait lieu dans le cadre d'une procédure nationale.

9. Les deux Parties peuvent, si leur droit interne le permet, appliquer également les dispositions du présent article, aux auditions par vidéoconférence auxquelles participe une personne poursuivie pénalement. Les auditions ne peuvent avoir lieu que si la personne poursuivie pénalement y consent. La décision de tenir la vidéoconférence et la manière dont elle se déroule doivent faire l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des Parties et être conformes à leur droit interne.

Article 25
Demandes d'informations en matière bancaire

1. Sur demande de la Partie requérante, la Partie requise fournit, dans les délais les plus brefs, tous les renseignements concernant les comptes de toute nature, ouverts, dans des banques situées sur son territoire, détenus ou contrôlés par une personne physique ou morale faisant l'objet d'une enquête pénale dans la Partie requérante

2. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise fournit les renseignements concernant des comptes bancaires déterminés et des opérations bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande, y compris les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur.

3. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise suit, pendant une période déterminée, les opérations bancaires réalisées sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande et en communique le résultat à la Partie requérante. Les modalités pratiques de suivi font l'objet d'un accord entre les autorités compétentes de la Partie requise et de la Partie requérante.

4. Les informations visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article sont fournies à la Partie requérante, même s'il s'agit de comptes appartenant à des entités agissant sous forme ou pour le compte de fonds fiduciaires ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation dont l'identité des constituants ou des bénéficiaires n'est pas connue.

5. La Partie requise prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les banques ne révèlent pas au client concerné ni à des tiers que des informations ont été transmises à la Partie requérante conformément aux dispositions du présent article.

Article 26
Autorités centrales

1. Aux fins de la présente Convention, l'Autorité centrale est, pour la République du Pérou, le Ministère public et, pour la République française, le Ministère de la Justice.

2. Il appartient à l'Autorité centrale de la Partie requérante de transmettre les demandes d'entraide auxquelles se réfère la présente Convention et qui émanent de ses autorités judiciaires ou du Ministère public.

3. L'Autorité centrale de la Partie requise transmet rapidement les demandes d'entraide à ses autorités judiciaires ou au Ministère public pour qu'ils les exécutent.

4. Les Autorités centrales des deux Parties communiquent directement entre elles.

5. Toute modification affectant la désignation d'une Autorité centrale est portée à la connaissance de l'autre Partie par la voie diplomatique.

Article 27
Contenu de la demande

1. La demande se présente par écrit et doit contenir les indications suivantes :

- a) La désignation de l'autorité de laquelle elle émane et, le cas échéant, l'autorité chargée de la procédure pénale dans la Partie requérante ;
- b) L'objet et le motif de la demande ;
- c) Dans la mesure du possible, le nom complet, le lieu et la date de naissance, la nationalité et l'adresse de la personne concernée, au moment de la présentation de la demande ;
- d) Une description des faits (date, lieu et circonstances de l'infraction) qui donnent lieu à l'enquête dans la Partie requérante, sauf s'il s'agit d'une demande de notification conformément à l'article 15 ;
- e) Le texte des dispositions applicables qualifiant et réprimant les infractions.

2. La demande doit en outre contenir :

- a) En cas d'application du droit de la Partie requérante pour l'exécution de la demande (article 5, paragraphe 2), le texte des dispositions légales applicables dans la Partie requérante et le motif de leur application ;
- b) En cas de participation de personnes à la procédure (article 9), la désignation des personnes qui doivent assister à l'exécution de la demande et le motif de leur présence ;
- c) En cas de notification de pièces du dossier et de citations (articles 15 et 16), le nom et l'adresse du destinataire des pièces et citations ;
- d) En cas de citation de témoins ou d'experts (article 16), l'indication que la Partie requérante assume les frais et indemnités, lesquels sont versés à l'avance, si la demande en est faite ;
- e) En cas de transfèrement temporaire de personnes détenues (article 20), le nom de celles-ci.

3. Si la Partie requérante formule une demande d'entraide qui complète une demande antérieure, elle n'est pas tenue de redonner les informations déjà fournies. La demande complémentaire contient les informations nécessaires à l'identification de la demande initiale.

Article 28

Exécution de la demande

1. Si la demande n'est pas conforme aux dispositions de la présente Convention, l'Autorité centrale de la Partie requise le fait immédiatement savoir à l'Autorité centrale de la Partie requérante en lui demandant de la modifier ou de la compléter, sans préjudice de l'adoption de mesures provisoires prises conformément à l'article 7.

2. Si la demande est conforme à la présente Convention, l'Autorité centrale de la Partie requise la transmet immédiatement à l'autorité judiciaire ou au Ministère public.

3. La Partie requise exécute la demande d'entraide dès que possible, en tenant compte des échéances de procédure ou de toutes autres circonstances indiquées par la Partie requérante.

4. Après exécution de la demande, l'autorité judiciaire ou le Ministère public adresse à l'Autorité centrale de la Partie requise la demande, ainsi que les informations et éléments de preuve qu'elle a obtenus. L'Autorité centrale s'assure que l'exécution est conforme et complète et communique les résultats à l'Autorité centrale de la Partie requérante.

Article 29

Refus motivé

Tout refus d'entraide judiciaire total ou partiel doit être dûment motivé.

Article 30
Dispense de légalisation et d'authentification

1. Les documents, dossiers ou éléments de preuve, transmis en application de la présente Convention, sont exemptés de toutes formalités de légalisation et d'authentification.
2. Les documents, dossiers ou éléments de preuve, transmis par l'Autorité centrale de la Partie requise, sont acceptés comme moyen de preuve sans qu'il soit nécessaire de justifier ou de certifier leur authenticité.

Article 31
Langue

La Partie requérante présente la demande et tous les documents qui l'accompagnent dûment traduites dans la langue de la Partie requise.

Article 32
Frais occasionnés par l'exécution de la demande

1. La Partie requérante assume, à la demande de la Partie requise, uniquement les frais suivants engagés aux fins de l'exécution d'une demande :
 - a) Indemnités, frais de voyage et de séjour des témoins et de leurs éventuels représentants légaux ;
 - b) Frais relatifs au transfèrement temporaire de personnes détenues ; et
 - c) Honoraires, frais de voyage et autres frais des experts.
2. S'il est prévisible que l'exécution de la demande occasionnera des frais extraordinaires, la Partie requise en informe la Partie requérante afin de fixer les conditions auxquelles l'exécution de la demande peut se poursuivre.

Article 33

Autres accords ou conventions et législations nationales

Les dispositions de la présente Convention n'excluent pas une entraide plus large qui aurait été ou serait convenue entre les Parties, dans d'autres accords ou conventions ou qui résulterait de la législation nationale ou d'une pratique bien établie de l'une ou l'autre Partie.

Article 34

Echange d'avis

Si elles l'estiment nécessaire, les Autorités centrales, verbalement ou par écrit, échangent des avis sur l'application ou l'exécution de la présente Convention, de manière générale ou sur un cas particulier.

Article 35

Règlement des différends

Tout différend entre les Parties relatif à l'interprétation ou l'application de la présente Convention fait l'objet de consultations entre les Parties, par la voie diplomatique.

Article 36

Application dans le temps

La présente Convention s'applique à toute demande présentée après son entrée en vigueur même si les faits auxquels se réfère la demande ont été commis antérieurement.

Article 37
Amendements

1. La présente Convention peut être amendée par écrit et d'un commun accord entre les Parties.

2. Les amendements entrent en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 39 de la présente Convention.

Article 38
Durée

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

Article 39
Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière des notifications par lesquelles les Parties s'informent mutuellement par la voie diplomatique de l'accomplissement des procédures requises par leurs ordres juridiques respectifs.

Article 40
Dénonciation

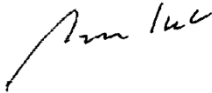
1. Chacune des Parties pourra dénoncer la présente Convention à tout moment en notifiant sa décision à l'autre Partie par la voie diplomatique.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du sixième mois suivant la date de réception de ladite notification et n'affectera pas les demandes d'entraide en cours.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 15 novembre 2012 , en double exemplaire, en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU PEROU**



**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE**



[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO DE ASISTENCIA JUDICIAL
EN MATERIA PENAL
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ
Y
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República del Perú y el Gobierno de la República Francesa, en adelante denominados las Partes, deseosas de celebrar un Convenio de asistencia judicial en materia penal y de cooperar así más eficazmente en la persecución, juzgamiento y sanción de los delitos, han convenido lo siguiente:

ARTÍCULO 1

OBLIGACIÓN DE ASISTENCIA MUTUA

1. Las Partes se comprometen, de conformidad con las disposiciones del presente Convenio, a prestarse mutuamente la más amplia asistencia judicial en todo procedimiento en materia penal cuya competencia corresponda a las autoridades judiciales de la Parte requirente en el momento de solicitar la asistencia.
2. La asistencia judicial comprende pero no se limita a:
 - a) la recepción de testimonios u otras declaraciones;
 - b) la presentación de documentos, incluidos documentos bancarios, expedientes o elementos de prueba;
 - c) el intercambio de información;
 - d) el registro de personas, de domicilios y otros;
 - e) las medidas coercitivas, inclusive el levantamiento del secreto bancario;
 - f) las medidas provisionales;
 - g) la remisión de los autos del proceso;
 - h) la entrega temporal de personas detenidas para audiencias o comparendos;
 - i) la realización de declaraciones por videoconferencia;
 - j) la incautación e inmovilización de bienes; y,
 - k) cualquier otra forma de asistencia permitida por la legislación de la Parte requerida.
3. La asistencia judicial se acordará, además, para:
 - a) procedimientos penales por hechos o delitos que puedan involucrar a personas jurídicas en la Parte requirente;
 - b) acciones civiles accesorias a procesos penales, mientras el órgano jurisdiccional penal aún no se haya pronunciado definitivamente sobre la acción penal;
 - c) notificación de comunicaciones judiciales relativas al cumplimiento de una pena o medida de seguridad, cobro de una multa o pago de costas procesales.

ARTÍCULO 2
HECHOS QUE DAN LUGAR A LA ASISTENCIA

La asistencia judicial se prestará aún cuando los hechos por los que se procede en la Parte requirente no estén previstos como delito en la Parte requerida, salvo lo dispuesto en el artículo 6.

ARTÍCULO 3
INAPLICABILIDAD

El presente Convenio no se aplicará a:

- a) el cumplimiento de decisiones de detención y extradición;
- b) la ejecución de sentencias penales, inclusive la transferencia de personas sentenciadas, sin perjuicio de las disposiciones de decomiso;
- c) los procedimientos relativos a delitos militares que no constituyan delitos de derecho común.

ARTÍCULO 4
MOTIVOS PARA DENEGAR O DIFERIR LA ASISTENCIA JUDICIAL

1. La asistencia judicial podrá ser denegada:
 - a) si la solicitud se refiere a delitos considerados por la Parte requerida como delitos políticos, o conexos a delitos políticos; y,
 - b) si la Parte requerida estima que la ejecución de la solicitud pudiera atentar contra la soberanía, la seguridad, el orden público u otros intereses esenciales de su país.
2. La asistencia judicial no se podrá denegar por el único motivo que la solicitud se refiera a un delito que la Parte requerida califica como delito fiscal o por el único motivo que la legislación de la Parte requerida no imponga el mismo tipo de tasas o impuestos, de aduana y de cambio, o no disponga del mismo tipo de reglamentación en materia de tasas e impuestos, de aduana y de cambio que la legislación de la Parte requirente.
3. La Parte requerida no alegará el secreto bancario para motivar el rechazo de su cooperación en una solicitud de asistencia judicial.
4. La Parte requerida podrá diferir la prestación de la asistencia judicial si la ejecución de la solicitud tuviera el efecto de perjudicar a un proceso penal en curso en su territorio.
5. Antes de denegar o de diferir la asistencia judicial conforme al presente artículo, la Parte requerida:
 - a) informará a la brevedad a la Parte requirente el motivo por el que considera denegar o diferir la asistencia judicial; y,
 - b) consultará con la Parte requirente para decidir si se puede acceder a la asistencia con las condiciones que considere necesarias. Si la Parte requirente acepta estas condiciones, deberá atenerse a ellas.

ARTÍCULO 5
DERECHO APLICABLE

1. La solicitud de asistencia se ejecutará conforme al derecho de la Parte requerida.
2. Si la Parte requirente desea que se aplique un determinado procedimiento en la ejecución de la solicitud de asistencia, lo solicitará en forma expresa y la Parte requerida tramitará la referida solicitud conforme a dicho procedimiento, si éste no se opone a los principios fundamentales de su derecho.

ARTÍCULO 6
MEDIDAS COERCITIVAS

La ejecución de una solicitud que implique medidas coercitivas podrá ser denegada si los hechos descritos no corresponden a los elementos constitutivos de un delito sancionado por el derecho de la Parte requerida, suponiendo que haya sido cometido en su territorio.

ARTÍCULO 7
MEDIDAS PROVISIONALES

A solicitud expresa de la Parte requirente y si la causa a que se refiere la solicitud no fuese manifiestamente inadmisibile o infundada según el derecho de la Parte requerida, las autoridades competentes de dicha Parte dictarán medidas provisionales a efectos de mantener una determinada situación existente, de proteger intereses jurídicos amenazados o de preservar elementos de prueba.

ARTÍCULO 8
CONFIDENCIALIDAD Y ESPECIALIDAD

1. La Parte requerida mantendrá, en la medida de lo posible, el carácter confidencial de la solicitud de asistencia judicial y su contenido de conformidad con su ordenamiento jurídico. Si la solicitud no pudiera cumplirse sin afectar el principio de confidencialidad, la Parte requerida informará de ello a la Parte requirente, que decidirá si debe darse el cumplimiento a la solicitud pese a tales circunstancias. Para tales efectos la Parte requirente deberá precisar en qué punto se ha atentado contra la confidencialidad.
2. La Parte requerida podrá solicitar que la información o el medio probatorio comunicado conforme al presente Convenio se mantenga confidencial o que sólo se divulgue o se utilice conforme a las condiciones que se hayan especificado. Cuando la Parte requerida pretenda aplicar dichas disposiciones, informará de ello previamente a la Parte requirente. Si la Parte requirente acepta tales condiciones, deberá respetarlas. En caso contrario, la Parte requerida podrá denegar la asistencia judicial.
3. La Parte requirente no podrá divulgar ni utilizar una información o un medio probatorio comunicado para otra finalidad que la que se haya estipulado en la solicitud, sino con la autorización previa de la Parte requerida.

ARTÍCULO 9
PRESENCIA DE PERSONAS QUE PARTICIPAN EN EL PROCESO

1. Si la Parte requirente lo solicita expresamente, la Autoridad Central de la Parte requerida le hará saber la fecha y lugar de ejecución de la solicitud. Las autoridades de la Parte requirente o las personas mencionadas en la solicitud podrán asistir a la realización del acto procesal si la Parte requerida lo permite.
2. Cuando hayan asistido al cumplimiento de la solicitud, las autoridades de la Parte requirente o las personas mencionadas en la solicitud podrán solicitar que se les entregue directamente una copia certificada de los documentos de cumplimiento.

ARTÍCULO 10
DECLARACIONES DE TESTIGOS EN LA PARTE REQUERIDA

Los testigos prestarán su declaración testimonial conforme a la ley de la Parte requerida. Pueden alegar el derecho a no declarar según la ley de la Parte requerida o de la Parte requirente.

ARTÍCULO 11
REMISIÓN DE DOCUMENTOS, EXPEDIENTES O ELEMENTOS DE PRUEBA

1. La Parte requerida podrá remitir copia de los documentos, expedientes o elementos de prueba solicitados. Si la Parte requirente solicita expresamente la remisión de los originales, la Parte requerida procederá a ello, en la medida de lo posible.
2. Los derechos invocados por terceros sobre documentos, expedientes o elementos de prueba en la Parte requerida no impedirán su remisión a la Parte requirente.
3. La Parte requirente está obligada a devolver los originales de dichas piezas a la brevedad posible y, a más tardar, al término del proceso, si es que la Parte requerida lo solicita expresamente.

ARTÍCULO 12
EXPEDIENTES DE JUICIO O DE INVESTIGACIÓN

La Parte requerida pondrá a disposición de las autoridades de la Parte requirente los expedientes del juicio o de investigación –incluyendo sentencias y resoluciones–, bajo las mismas condiciones y en la misma medida que respecto de sus propias autoridades, siempre que dichos instrumentos sean importantes para un proceso judicial en el territorio de la Parte requirente.

ARTÍCULO 13
**ANTECEDENTES PENALES E INTERCAMBIO DE COMUNICACIONES
SOBRE CONDENAS**

1. La Parte requerida comunicará, de conformidad con su legislación y en la medida en que sus propias autoridades judiciales puedan obtenerlos en casos semejantes, los extractos de antecedentes penales o información relativa a estos últimos, que soliciten las autoridades judiciales de la otra Parte y sean necesarios en una causa penal.
2. En todos los casos no incluidos en el numeral 1 del presente artículo, se accederá a la solicitud de la Parte requirente semejante en las condiciones establecidas por la legislación, los reglamentos, o la práctica de la Parte requerida.
3. Por lo menos una vez al año, y de conformidad con su legislación, cada una de las Partes comunicará a la otra, las sentencias penales y posteriores medidas, referentes a los nacionales de ésta y que hayan sido registradas en los antecedentes penales.

ARTÍCULO 14
NOTIFICACIÓN CON FINES DE ACTUACIONES PENALES

1. Cada de una de las Partes podrá notificar a la otra Parte los hechos que puedan constituir un delito y sean de competencia de esta última, para que pueda incoar actuaciones penales en su territorio.
2. La Parte requerida informará sobre los actos realizados a partir de dicha notificación y transmitirá, de ser procedente, copia de la decisión a la otra Parte.

ARTÍCULO 15
NOTIFICACIÓN DE DOCUMENTOS PROCESALES Y RESOLUCIONES
JUDICIALES

1. La Parte requerida procederá a la notificación de los documentos procesales y las resoluciones judiciales que le fueren enviadas con ese fin por la Parte requirente.
2. La notificación podrá efectuarse mediante la simple entrega al destinatario del documento o la resolución. Si la Parte requirente lo solicita expresamente, la Parte requerida efectuará la notificación en una de las formas previstas por su legislación para notificaciones análogas o en alguna especial que sea compatible con dicha legislación.
3. Servirá como prueba de la notificación un recibo fechado y firmado por el destinatario o una declaración de la Parte requerida en la que se haga constar el hecho, la forma, y la fecha de la notificación. Cualquiera de estos documentos será enviado inmediatamente a la Parte requirente. Si esta última lo solicita, la Parte requerida precisará si la notificación se ha efectuado de conformidad con su ley. Si no hubiere podido efectuarse la notificación, la Parte requerida dará a conocer inmediatamente el motivo a la Parte requirente.
4. La solicitud a través de la cual se requiere la notificación de una orden de comparecencia de un procesado que se encuentra en el territorio de la Parte requerida, deberá ser remitida a la Autoridad Central de dicha Parte a más tardar treinta (30) días antes de la fecha fijada para el comparendo.
5. Las disposiciones del presente artículo no excluyen la facultad de las Partes para decidir que se les entregue directamente, por medio de sus representantes o por los delegados de estos, las actas judiciales y extrajudiciales destinadas a sus propios ciudadanos.

ARTÍCULO 16
COMPARECENCIA DE TESTIGOS O DE PERITOS EN LA PARTE
REQUIRENTE

1. Si la Parte requirente considera que la comparecencia personal de un testigo o de un perito ante sus autoridades judiciales es particularmente necesaria, así lo indicará en la solicitud de notificación de la orden que emita y la Parte requerida citará a comparecer al testigo o al perito.
2. La Parte requerida exhortará al testigo o perito citado a acudir a la comparecencia y comunicará de inmediato a la Parte requirente la respuesta del testigo o perito.
3. El testigo o perito que acepte comparecer en el territorio de la Parte requirente, podrá exigir a dicha Parte el pago anticipado de los gastos de viaje y estadía.
4. En caso se prolongue la estadía del testigo o perito citado a comparecer, conforme a lo dispuesto en el numeral 1 del presente artículo, los gastos serán sufragados por la Parte requirente.

ARTÍCULO 17
NO COMPARECENCIA Y COMPENSACIONES

1. El testigo o el perito que no haya cumplido con la orden de comparendo cuya notificación se solicitó, no estará sujeto a ninguna sanción o medida coercitiva aun en el caso que dicha orden lo intimara, salvo que posteriormente se encuentre por voluntad propia en territorio de la Parte requirente y sea nuevamente citado de manera regular.
2. Las compensaciones, así como los gastos de viaje y de estadía que deban abonarse al testigo o perito por la Parte requirente, se calcularán en función al lugar de su residencia y en cuantía por lo menos igual a la que resulte de las escalas y reglamentos en vigor en el país donde haya de tener lugar la declaración testimonial o pericial.

ARTÍCULO 18

INMUNIDAD RESPECTO A LA COMPARECENCIA

1. Ningún testigo o perito, cualquiera sea su nacionalidad, que en virtud de una citación comparezca ante las autoridades judiciales de la Parte requirente, será perseguido ni detenido o sometido a ninguna otra restricción de su libertad individual en el territorio de dicha Parte, por hechos o condenas anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida.

2. Ninguna persona, cualquiera sea su nacionalidad, citada ante las autoridades judiciales de la Parte requirente a fin de responder por hechos en razón de las cuales es objeto de un proceso, será procesada, detenida o sujeta a ninguna otra restricción de su libertad individual por hechos o condenas anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida y no señalados en la citación.

3. La inmunidad respecto a la comparecencia prevista en el presente artículo, dejará de tener efecto cuando la persona, habiendo tenido la posibilidad de abandonar el territorio de la Parte requirente durante quince (15) días consecutivos luego que ya no se requiera su presencia, permanezca aún en dicho territorio o regrese libremente a él después de haberlo abandonado.

ARTÍCULO 19

AMPLIACIÓN DEL TESTIMONIO EN LA PARTE REQUIRENTE

1. La persona que comparezca en la Parte requirente accediendo a una citación, no puede ser obligada a declarar o a presentar medios de prueba, si el derecho de una de las dos Partes la faculta a negarse.

2. Lo dispuesto en el artículo 8 se aplicará *mutatis mutandis*.

ARTÍCULO 20

TRASLADO TEMPORAL DE PERSONAS DETENIDAS

1. Toda persona detenida en la Parte requerida, citada a comparecer en la Parte requirente con fines de testimonio, confrontación o por cualquier otra necesidad del proceso, será trasladada temporalmente al territorio de la Parte requirente, con la condición de devolver al detenido a la Parte requerida en el plazo indicado por ella y con sujeción a las disposiciones del artículo 18 del presente Convenio, en la medida en que sean aplicables.
2. Podrá denegarse el traslado:
 - a) si la persona detenida no consiente su traslado;
 - b) si su presencia es necesaria en un proceso penal en curso en el territorio de la Parte requerida;
 - c) si su traslado pudiera determinar que se prolongue la detención;
 - d) si existen otras consideraciones imperiosas que se opongan a su traslado a la Parte requirente.
3. La persona trasladada deberá permanecer en estado de detención en el territorio de la Parte requirente, salvo que la Parte requerida solicite su liberación. El período de permanencia en el territorio de la Parte requirente se deducirá del tiempo de detención que deba cumplir en la Parte requerida.
4. En caso de evasión de la persona trasladada en el territorio de la Parte requirente, la Parte requerida podrá solicitar la apertura de indagaciones penales sobre los hechos.

ARTÍCULO 21

REGISTRO, INCAUTACIÓN E INMOVILIZACIÓN DE BIENES

1. La Parte requerida cumplirá las solicitudes de registro, inmovilización de bienes e incautación de medios probatorios, en la medida que lo permita su legislación.
2. La Parte requerida informará a la Parte requirente el resultado del cumplimiento de dichas solicitudes.
3. La Parte requirente, en la medida que lo permita su legislación, accederá a las condiciones que le imponga la Parte requerida, en cuanto a los objetos incautados remitidos a la Parte requirente.
4. La Parte requerida podrá rechazar la entrega de los bienes, si la Parte requirente no está en capacidad de respetar las condiciones impuestas en aplicación del numeral anterior.

ARTÍCULO 22

PRODUCTOS DE LOS DELITOS

1. La Parte requerida intentará determinar, previa solicitud, si los productos de un delito contra la legislación de la Parte requirente se encuentran en su jurisdicción e informará a la Parte requirente sobre los resultados de sus indagaciones. En la solicitud, la Parte requirente comunicará a la Parte requerida los motivos en los que basa su presunción de que tales productos se encuentran dentro de su jurisdicción.
2. Si, conforme a lo previsto en el párrafo 1 del presente artículo, se determina que los productos que se sospecha proceden de un delito se encuentran en su jurisdicción, la Parte requerida adoptará las medidas necesarias autorizadas por su legislación para impedir que éstos sean objeto de transacciones, se transfieran o se cedan antes de que las autoridades judiciales de la Parte requirente no haya adoptado una decisión definitiva al respecto.
3. La Parte requerida ejecutará, conforme disponga su legislación, una solicitud de asistencia cuya finalidad sea la incautación de los productos de un delito.
4. En la medida en que lo permita su legislación, y previa solicitud de la Parte requirente, la Parte requerida gestionará prioritariamente la restitución a la Parte requirente de los productos de los delitos, con miras en particular a indemnizar a las víctimas o restituirlos al propietario legítimo, sin perjuicio de los derechos de terceros de buena fe.
5. Los productos de un delito incluyen los instrumentos utilizados para cometer el ilícito.

ARTÍCULO 23

RESTITUCIÓN

1. A instancia de la Parte requirente, y sin perjuicio de los derechos de terceros de buena fe, la Parte requerida podrá poner a disposición de la Parte requirente los objetos obtenidos por medios ilícitos para que sean restituidos a su propietario legítimo.
2. En el marco del cumplimiento de una solicitud de asistencia, la Parte requerida podrá renunciar, antes ó después de entregarlos a la Parte requirente, al reenvío de los objetos que se hayan remitido a la Parte requirente si se puede favorecer así la restitución de dichos objetos a su propietario legítimo. Los derechos de terceros de buena fe no resultarán afectados.
3. Si la Parte requerida renuncia al reenvío de los objetos antes que se entreguen a la Parte requirente, no reclamará ningún derecho de prenda, ni ningún otro derecho a recurso derivado de la legislación fiscal o aduanera respecto a dichos objetos.
4. La renuncia efectuada conforme al párrafo 2 no afectará el derecho de la Parte requerida de percibir del propietario legítimo tasas o aranceles aduaneros.

ARTÍCULO 24

DECLARACIÓN POR VIDEOCONFERENCIA

1. Si una persona que se encuentra en el territorio de una de las Partes debe prestar declaración como testigo o perito ante las autoridades competentes de la otra Parte, esta última podrá solicitar que la declaración tenga lugar por videoconferencia si resulta inoportuno o imposible que la persona que deba ser oída comparezca personalmente en el territorio, conforme a las disposiciones de este artículo.
2. La Parte requerida autorizará la declaración por videoconferencia siempre que el recurso a este método no sea contrario a los principios fundamentales de su ordenamiento jurídico y se disponga de los medios técnicos para ello.
3. Las solicitudes de declaración por videoconferencia indicarán, además de los datos contemplados en el artículo 27, párrafo 1, el motivo por el que no se desea o no es posible que el testigo o el perito comparezcan personalmente, y mencionarán el nombre de la autoridad judicial competente y de las personas que tomarán la declaración.
4. La autoridad competente de la Parte requerida citará a comparecer a la persona con arreglo a las formas previstas en su legislación.
5. Las siguientes reglas se aplicarán a la declaración por videoconferencia:
 - a) la declaración tendrá lugar en presencia de una autoridad competente de la Parte requerida, asistida por un intérprete de ser necesario. Esta autoridad será responsable de la identificación de la persona que presta declaración y de que se respeten los principios fundamentales del ordenamiento jurídico de la Parte requerida. Si la autoridad competente de la Parte requerida considera que durante la declaración no se respetan los principios fundamentales del ordenamiento jurídico de esa Parte, adoptará inmediatamente las medidas necesarias para que la declaración continúe conforme a dichos principios;
 - b) las autoridades competentes de ambas Partes acordarán, si procede, medidas relativas a la protección de la persona que deba ser oída;
 - c) la declaración tendrá lugar directamente ante la autoridad competente de la Parte requirente, o bajo su dirección, conforme a su ordenamiento jurídico interno;
 - d) la persona que deba ser oída podrá ampararse en el derecho a no declarar que le reconozca la ley de la Parte requerida o de la Parte requirente.

6. Sin perjuicio de todas las disposiciones acordadas respecto a la protección de las personas, la autoridad competente de la Parte requerida levantará un acta al terminar la declaración, en la que figurará la fecha y el lugar de la declaración, la identidad de la persona que ha prestado declaración, las identidades y cualidades de todas las otras personas de la Parte requerida que hayan participado, los eventuales juramentos prestados y las condiciones técnicas en las que se haya desarrollado la declaración. La autoridad competente de la Parte requerida transmitirá este documento a la autoridad competente de la Parte requirente.

7. El costo de establecimiento de la conexión de vídeo, los costos de la puesta a disposición de la conexión de video en la Parte requerida, la remuneración de los intérpretes facilitados por ésta, las indemnizaciones pagadas a los testigos y a los peritos, así como sus gastos de desplazamiento a la Parte requerida, serán reembolsados por la Parte requirente a la Parte requerida, a menos que esta última renuncie al reembolso de la totalidad o parte de dichos gastos.

8. Ambas Partes adoptarán las medidas necesarias para garantizar que, en caso que testigos o peritos que deban ser oídos en su territorio conforme al presente artículo, se nieguen a prestar testimonio cuando deben hacerlo, o hagan falsas declaraciones, se aplique su ordenamiento jurídico nacional como se aplicaría si la declaración hubiera tenido lugar en el marco de un proceso nacional.

9. Si sus respectivos ordenamientos jurídicos lo permiten, ambas Partes también podrán aplicar las disposiciones del presente artículo a las declaraciones por videoconferencia en las que participe una persona que sea objeto de un proceso penal. Las declaraciones sólo podrán tener lugar si dicha persona lo acepta. La decisión de celebrar la videoconferencia y la manera en la que ésta se desarrollará serán objeto de un acuerdo entre las autoridades competentes de las Partes y respetarán sus respectivos ordenamientos jurídicos.

ARTÍCULO 25
SOLICITUD DE INFORMACIÓN BANCARIA

1. A instancia de la Parte requirente, la Parte requerida facilitará de la manera más breve posible, información sobre todo tipo de cuentas abiertas en los bancos ubicados en su territorio, que pertenezcan o estén controladas por persona física o jurídica que sea objeto de indagaciones penales en el territorio de la parte requirente.
2. A instancia de la Parte requirente, la Parte requerida facilitará la información sobre determinadas cuentas y operaciones bancarias que se hayan realizado durante un periodo dado con una o varias cuentas especificadas en la solicitud, incluidos los datos de cualquier cuenta emisora o receptora.
3. A instancia de la Parte requirente, la Parte requerida seguirá durante un periodo determinado las operaciones bancarias realizadas con una o varias cuentas especificadas en la solicitud, y comunicará los resultados a la Parte requirente. Las modalidades prácticas de seguimiento serán objeto de un acuerdo entre las autoridades competentes de la Parte requerida y la Parte requirente.
4. La información mencionada en los párrafos 1, 2 y 3 del presente artículo se facilitará a la Parte requirente, incluso si se trata de cuentas cuya titularidad corresponda a entidades que actúen en forma o por cuenta de fondos fiduciarios o de cualquier otro instrumento de gestión de un patrimonio de afectación cuyos constituyentes o beneficiarios se desconozcan.
5. La Parte requerida adoptará las medidas necesarias para que los bancos no revelen al cliente, ni a terceros, que se han transmitido datos a la Parte requirente a efectos del presente artículo.

ARTÍCULO 26
AUTORIDADES CENTRALES

1. Para los efectos del presente Convenio, la Autoridad Central es, respecto de la República del Perú, el Ministerio Público – Fiscalía de la Nación, y de la República Francesa, el Ministerio de Justicia.
2. La Autoridad Central de la Parte requirente es la que transmitirá las solicitudes de asistencia judicial a que se refiere el presente Convenio, que emanan de sus autoridades judiciales o del Ministerio Público.
3. La Autoridad Central de la Parte requerida transmitirá, de manera diligente a sus autoridades judiciales o al Ministerio Público las solicitudes de asistencia para que las cumplan.
4. Las Autoridades Centrales de ambas Partes se comunicarán directamente entre sí.
5. Cualquier modificación que afecte a la designación de una Autoridad Central se pondrá en conocimiento de la otra Parte por vía diplomática.

ARTÍCULO 27

CONTENIDO DE LA SOLICITUD

1. La solicitud se presentará por escrito y deberá contener la siguiente información:
 - a) la designación de la autoridad de la que emana y, en su caso, la autoridad encargada del procedimiento penal en la Parte requirente;
 - b) el objeto y el motivo de la solicitud;
 - c) en lo posible, el nombre completo, lugar y fecha de nacimiento, nacionalidad y dirección de la persona de quien se trate, al momento de la presentación de la solicitud;
 - d) una descripción de los hechos (fecha, lugar y circunstancia del delito) que dan lugar a la investigación en la Parte requirente, salvo que se trate de una solicitud de notificación, conforme al artículo 15;
 - e) el texto de las disposiciones aplicables que tipifiquen y sancionen los delitos.
2. Por lo demás, la solicitud deberá contener:
 - a) en el caso de aplicación del derecho de la Parte requirente en la ejecución de la solicitud (artículo 5, numeral 2), el texto de las disposiciones legales aplicables en la Parte requirente y el motivo de su aplicación;
 - b) en el caso de participación de personas en el proceso (artículo 9), la designación de las personas que deberán asistir a la ejecución de la solicitud y el motivo de su presencia;
 - c) en el caso de notificación de piezas del proceso y de citaciones (artículos 15 y 16), el nombre y la dirección del destinatario de las piezas y citaciones;
 - d) en el caso de citación de testigos o peritos (artículo 16), la indicación de que la Parte requirente asumirá los gastos y compensaciones, los cuales serán pagados por anticipado, si se lo solicitan;
 - e) en el caso de traslado temporal de personas detenidas (artículo 20), el nombre de ellas.
3. Si la Parte requirente presenta una solicitud de asistencia que completa una solicitud previa, no tendrá que comunicar los datos ya suministrados. La solicitud complementaria contendrá los datos necesarios para identificar la solicitud previa.

ARTÍCULO 28
EJECUCIÓN DE LA SOLICITUD

1. Si la solicitud no se ajusta a las disposiciones del presente Convenio, la Autoridad Central de la Parte requerida lo hará saber inmediatamente a la Autoridad Central de la Parte requirente, solicitándole modificarla o completarla, sin perjuicio de la adopción de medidas provisionales con arreglo a lo dispuesto en el artículo 7.
2. Si la solicitud se ajusta al presente Convenio, la Autoridad Central de la Parte requerida la derivará inmediatamente a la autoridad judicial o al Ministerio Público.
3. La Parte requerida cumplirá la solicitud de asistencia lo antes posible, teniendo en cuenta la fecha límite del procedimiento y cualquier otra circunstancia que indique la Parte requirente.
4. Después de la ejecución de la solicitud, la autoridad judicial o el Ministerio Público remitirá a la Autoridad Central de la Parte requerida la solicitud, así como las informaciones y elementos de prueba que se hubieran obtenido. La Autoridad Central se asegurará que la ejecución sea fiel y completa, y comunicará los resultados a la Autoridad Central de la Parte requirente.

ARTÍCULO 29
DENEGACIÓN MOTIVADA

Toda denegación de asistencia judicial, total o parcial, deberá ser debidamente motivada.

ARTÍCULO 30
DISPENSA DE LEGALIZACIÓN Y AUTENTICACIÓN

1. Los documentos, expedientes o elementos de prueba, transmitidos en aplicación del presente Convenio, estarán exentos de todas las formalidades de legalización y autenticación.
2. Los documentos, expedientes o elementos de prueba transmitidos por la Autoridad Central de la Parte requerida serán aceptados como medios de prueba sin que sea necesaria justificación o certificación de autenticidad.

**ARTICULO 31
IDIOMA**

La Parte requirente presentará la solicitud, y todos los documentos que la acompañan, debidamente traducidos en el idioma de la Parte requerida.

**ARTÍCULO 32
GASTOS GENERADOS POR LA EJECUCIÓN DE LA SOLICITUD**

1. La Parte requirente asumirá, a solicitud de la Parte requerida, únicamente los siguientes gastos efectuados con objeto de la ejecución de una solicitud:
 - a) compensaciones, gastos de viaje y viáticos de testigos, y de sus eventuales representantes legales;
 - b) gastos relativos al traslado temporal de personas detenidas; y,
 - c) honorarios, gastos de viaje y otros gastos de los peritos.
2. Si se presume que la ejecución de la solicitud generará gastos extraordinarios, la Parte requerida lo informará al la Parte requirente a fin de fijar las condiciones a las que estará sujeta la ejecución de la solicitud.

**ARTÍCULO 33
OTROS ACUERDOS O CONVENIOS Y LEGISLACIONES NACIONALES**

Las disposiciones del presente Convenio no impedirán la asistencia más amplia que haya sido o sea convenida entre las Partes en otros acuerdos o convenios, o que resultase de la legislación nacional o de una práctica bien establecida de una u otra Parte.

**ARTÍCULO 34
INTERCAMBIO DE OPINIONES**

Si lo consideran necesario, las Autoridades Centrales, verbalmente o por escrito, intercambiarán opiniones sobre la aplicación o la ejecución del presente Convenio, de manera general o en un caso particular.

ARTÍCULO 35
SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

Cualquier controversia que surja entre las Partes relacionada con la interpretación u aplicación del presente Convenio, será resuelta por consultas entre las Partes, a través de la vía diplomática.

ARTÍCULO 36
APLICACIÓN TEMPORAL

El presente Convenio se aplicará a cualquier solicitud presentada después de su entrada en vigencia, aún cuando los hechos a que se refiere la solicitud se hubieren producido con anterioridad.

ARTÍCULO 37
ENMIENDAS

1. El presente Convenio podrá ser enmendado por escrito, y de común acuerdo entre las Partes.
2. Las Enmiendas entrarán en vigor conforme al procedimiento previsto en el artículo 39 del presente Convenio.

ARTÍCULO 38
DURACIÓN

El presente Convenio tendrá una duración indeterminada.

ARTÍCULO 39
ENTRADA EN VIGENCIA

El presente Convenio entrará en vigor el primer día del segundo mes contado a partir de la última notificación a través de las cuales las Partes se comuniquen mutuamente, por la vía diplomática, el cumplimiento de los procedimientos exigidos por sus respectivos ordenamientos jurídicos.

ARTÍCULO 40
DENUNCIA

1. Cualquiera de las Partes podrá denunciar en cualquier momento el presente Convenio, notificando de esa decisión a la otra Parte, por la vía diplomática.
2. La denuncia surtirá efecto el primer día del sexto mes siguiente a la fecha de recepción de dicha notificación, y no afectará las solicitudes de asistencia en curso.

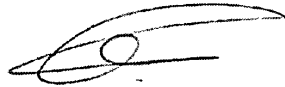
EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Convenio.

SUSCRITO el 15 de noviembre de 2012 en dos ejemplares, cada uno en los idiomas castellano y francés, siendo ambos igualmente auténticos y válidos.

POR EL GOBIERNO
DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ



POR EL GOBIERNO
DE LA REPÚBLICA FRANCESA



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PERU AND THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Parties”, desirous of concluding an agreement on mutual legal assistance in criminal matters and to cooperate more effectively in the prosecution, judgment and suppression of offences, have agreed as follows:

Article 1. Obligation of mutual assistance

1. The Parties undertake, in accordance with this Agreement, to afford to each other the widest possible measure of legal assistance in any criminal proceeding which, at the time of the request for assistance, falls within the jurisdiction of the judicial authorities of the requesting Party.

2. Legal assistance shall include:

- (a) Taking testimonies or other statements;
- (b) Providing documents, including bank documents, records or evidentiary items;
- (c) Exchanging of information;
- (d) Searching persons, homes and others;
- (e) Taking coercive measures, including the lifting of bank secrecy;
- (f) Taking interim measures;
- (g) Effecting services of process;
- (h) Transferring temporarily detained persons for hearings or appearances;
- (i) Holding hearings by videoconference;
- (j) Executing seizures and confiscations of property; and,
- (k) Any other form of mutual assistance permitted by the laws of the requested Party.

3. Mutual legal assistance shall also be afforded:

(a) In any criminal proceedings for acts or offences that may involve legal persons in the requesting Party;

(b) In civil actions accompanying criminal proceedings, as long as the criminal court has not yet made a final ruling on the criminal action;

(c) For the notification of judicial communications relating to the enforcement of a penalty or security measure, the collection of a fine or the payment of legal costs.

Article 2. Facts giving rise to mutual assistance

Mutual legal assistance shall be afforded even when the acts for which proceedings are instituted in the requesting Party are not considered criminal offences in the requested Party, subject to the provisions of article 6.

Article 3. Inapplicability

This Agreement shall not apply to:

- (a) Enforcement of detention and extradition decisions;
- (b) Enforcement of criminal convictions, including the transfer of convicted persons, subject to confiscation measures;
- (c) Proceedings relating to military offences which are not offences under ordinary law.

Article 4. Grounds for refusal or postponement of mutual assistance

1. Mutual legal assistance may be refused:

- (a) If the request relates to offences regarded by the requested Party as being political offences, or connected with political offences;
- (b) If the requested Party is of the opinion that execution of the request could prejudice its sovereignty, security, public order (ordre public) or other essential interests.

2. Mutual legal assistance shall not be refused solely on the ground that the request relates to an offence that the requested Party classifies as a fiscal offence or solely on the ground that the laws of the requested Party do not impose the same type of customs and exchange fees or taxes or do not provide for the same type of regulation of customs and exchange fees and taxes as the laws of the requesting Party.

3. The requested Party shall not invoke bank secrecy as a ground for refusing to cooperate in a request for mutual legal assistance.

4. The requested Party may postpone the provision of mutual legal assistance if execution of the request could interfere with ongoing criminal proceedings in its territory.

5. Before refusing or postponing mutual legal assistance in accordance with this article, the requested Party:

- (a) Shall inform the requesting Party as promptly as possible of the ground for considering to refuse or postpone mutual legal assistance; and
- (b) Shall consult with the requesting Party to decide if mutual legal assistance can be afforded subject to conditions that it deems necessary. If the requesting Party accepts these conditions, it shall comply with them.

Article 5. Applicable laws

1. The request for assistance shall be executed in accordance with the law of the requested Party.

2. If the requesting Party wishes a particular procedure to be applied in the execution of the request for assistance, it shall expressly so request, and the requested Party shall process the request in question in accordance with that procedure if it does not conflict with the fundamental principles of its laws.

Article 6. Coercive measures

The execution of a request involving coercive measures may be refused if the facts described in the request do not correspond to the constituent elements of an offence punishable under the laws of the requested Party, assuming that it was committed on its territory.

Article 7. Interim measures

At the express request of the requesting Party, and if the case to which the request refers is not manifestly inadmissible or unfounded in accordance with the laws of the requested Party, the competent authorities of that Party shall adopt interim measures for the purpose of maintaining a given existing situation, protecting threatened legal interests or preserving evidentiary items.

Article 8. Confidentiality and speciality

1. The requested Party shall use its best endeavours to keep confidential the request for mutual assistance and its contents in conformity with its legal system. If the request cannot be executed without breaching confidentiality, the requested Party shall so inform the requesting Party, which shall then determine whether the request should nevertheless be executed. To that end, the requesting Party shall specify the extent to which confidentiality has been breached.

2. The requested Party may request that the information or evidentiary item communicated in accordance with this Agreement be kept confidential or that it be disclosed or used only under previously specified conditions. Where the requested Party intends to apply these provisions, it shall so inform the requesting Party in advance. If the requesting Party accepts the conditions, it shall comply with them. Otherwise, the requested Party may refuse the mutual legal assistance.

3. The requesting Party may not disclose or use any communicated information or evidentiary item for any purpose other than that stipulated in the request, except with the prior authorization of the requested Party.

Article 9. Presence of persons who participate in the proceedings

1. If the requesting Party expressly so requests, the central authority of the requested Party shall advise it of the date and place of execution of the request. The authorities of the requesting Party or the persons mentioned in the request may be present at the execution of the procedural document if the requested Party so permits.

2. Where they are present at the execution of the request, the authorities of the requesting Party or the persons mentioned in the request may be provided directly with a certified copy of the execution documents .

Article 10. Witness testimony in the requested Party

Witnesses shall give testimony in accordance with the laws of the requested Party. They may, however, invoke the right not to testify that is afforded them under the laws of the requested or requesting Party.

Article 11. Transmission of documents, records or evidentiary items

1. The requested Party may transmit copies of the requested documents, records or evidentiary items. If the requesting Party expressly requests the transmission of the originals, the requested Party shall, to the extent possible, do so.

2. Rights invoked by third parties to documents, records or evidentiary items in the requested Party shall not prevent their transmission to the requesting Party.

3. The requesting Party is obliged to return the originals of such items as soon as possible and at the latest by the end of the proceedings, if the requested Party expressly so requests.

Article 12. Records of proceedings or investigations

The requested Party shall provide the authorities of the requesting Party with its records of proceedings or investigations, including judgments and decisions, under the same conditions and to the same extent as for its own authorities, provided that such instruments are important for judicial proceedings in the territory of the requesting Party.

Article 13. Criminal records and exchange of communications on convictions

1. The requested Party shall transmit, in accordance with its laws and to the extent that its own judicial authorities can obtain them in similar cases, criminal background checks or information relating thereto requested by the judicial authorities of the other Party and are necessary in a criminal case.

2. In all cases not contemplated in paragraph 1 of this article, the requesting Party's request shall be granted subject to the conditions provided for by the laws, regulations or practice of the requested Party.

3. At least once a year, and in accordance with its laws, each Party shall communicate to the other criminal decisions and subsequent measures concerning its nationals that have been recorded criminal background checks.

Article 14. Notification for the purposes of criminal proceedings

1. Each Party may notify the other Party of any facts that might constitute an offence falling within the jurisdiction of the latter Party, to enable it to institute criminal proceedings in its territory.

2. The requested Party shall report on the action taken on the basis of such notification and, if appropriate, transmit a copy of the decision to the other Party.

Article 15. Service of procedural documents and court decisions

1. The requested Party shall effect service of any procedural documents and judicial decisions that are transmitted to it for that purpose by the requesting Party.

2. Service may be effected by simple transmission of the document or decision to the person served. If the requesting Party expressly so requests, service shall be effected by the requested Party in one of the manners provided for the service of analogous documents under its own laws or in a special manner consistent with such laws.

3. Proof of service shall be given by means of a receipt dated and signed by the person served or by means of a declaration made by the requested Party stating that service has been effected and stating the form and date of such service. Any of these documents shall be sent immediately to the requesting Party. The requested Party shall, if the requesting Party so requests, state whether service has been effected in accordance with its laws. If service cannot be effected, the reason shall be immediately communicated by the requested Party to the requesting Party.

4. A request to effect service of a summons on an accused person who is in the territory of the requested Party shall be transmitted to the central authority of that Party not later than 30 days before the date set for the appearance.

5th The provisions of this article do not exclude the power of the Parties to decide that judicial and extrajudicial records intended for their own citizens should be delivered to them directly, through their representatives or their delegates.

Article 16. Appearance of witnesses or experts in the requesting Party

1. If the requesting Party considers the personal appearance of a witness or expert before its judicial authorities especially necessary, it shall so mention in the request for service of the order it issues, and the requested Party shall summon the witness or expert to appear.

2. The requested Party shall request the summoned witness or expert to attend the hearing and shall immediately inform the requesting Party of the reply of the witness or expert.

3. A witness or expert who agrees to appear in the territory of the requesting Party may require advance payment of travel and subsistence expenses from said Party.

4. In the event that the stay of the witness or expert summoned to appear, as provided for in paragraph 1 of this article, is prolonged, the expenses shall be borne by the requesting Party.

Article 17. Non-appearance and compensation

1. A witness or expert who has failed to answer a summons to appear, service of which has been requested, shall not, even if the summons so intimates, be subject to any penalty or coercive measure, unless subsequently he or she voluntarily enters the territory of the requesting Party of his or her own free will and is regularly re-summoned.

2. The compensation, as well as the travel and subsistence expenses to be paid to the witness or expert by the requesting Party shall be calculated on the basis of the place of residence of the witness or expert and shall be at rates at least equal to the amount resulting from the scales and regulations in force in the country where the witness or expert is to testify.

Article 18. Immunity upon an appearance

1. No witness or expert, whatever his or her nationality, appearing on a summons before the judicial authorities of the requesting Party, shall be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his or her personal liberty in the territory of that Party, in respect of acts or convictions anterior to his or her departure from the territory of the requested Party.

2. No person, whatever his or her nationality, summoned before the judicial authorities of the requesting Party to answer for acts forming the subject of proceedings against him or her, shall be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his or her personal liberty for acts or convictions anterior to his or her departure from the territory of the requested Party and not mentioned in the summons.

3. The immunity upon appearance provided for in this article shall cease when the person, having had for a period of 15 consecutive days from the date when his or her presence is no longer required, has nevertheless remained in the territory or, having left it, has voluntarily returned.

Article 19. Scope of the testimony of the requesting party

1. A person who appears in the requesting Party following a summons may not be compelled to give testimony or to produce evidentiary items if the laws of one of the two Parties entitles him or her to refuse to do so.

2. The provisions of article 8 and article 10 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 20. Temporary transfer of detainees

1. Any person held in custody in the requested Party, summoned to appear in the requesting Party for the purposes of testimony, confrontation or any other necessity of the proceedings shall be temporarily transferred to the territory of the requesting Party, provided that he or she shall be sent back to the requested Party within the period stipulated by it and subject to the provisions of article 18 of this Agreement, insofar as they are applicable.

2. Transfer may be refused:

(a) If the person in custody does not consent to the transfer;

(b) If his or her presence is necessary at criminal proceedings in progress in the territory of the requested Party;

(c) If his or her transfer is liable to prolong his or her detention;

(d) If there are other overriding grounds for not transferring to the requesting Party.

3. The transferred person shall remain in custody in the territory of the requesting Party unless the requested Party applies for his or her release. The period of stay in the territory of the requesting Party shall be deducted from the period of detention to be served in the requested Party.

4. If the transferred person escapes in the territory of the requesting Party, the requested Party may request the opening of criminal investigations into the facts.

Article 21. Search, seizure and confiscation of property

1. The requested Party shall, insofar as its laws permit, shall carry out requests for search, confiscation of property and seizure of evidentiary items.
2. The requested Party shall inform the requesting Party of the outcome of the execution of such requests.
3. The requesting Party shall, insofar as its laws permit, agree to any conditions imposed by the requested Party in relation to the seized items surrendered to the requesting Party.
4. The requested Party may refuse delivery of the property if the requesting Party is unable to comply with the conditions imposed under the preceding paragraph.

Article 22. Proceeds of crime

1. The requested Party shall, upon request, endeavour to ascertain whether any proceeds of an offence against the laws of the requesting Party are located within its jurisdiction and shall notify the requesting Party of the results of its inquiries. In making the request, the requesting Party shall notify the requested Party of the basis of its belief that such proceeds may be located within its jurisdiction.
2. Where, pursuant to paragraph 1 of this article, suspected proceeds of crime are ascertained to be found within its jurisdiction, the requested Party shall take such necessary measures as are permitted by its laws to prevent any dealing in, transfer or disposal of, those suspected proceeds before a relevant final decision has been taken by the judicial authorities of the requesting Party.
3. The requested Party shall, to the extent permitted by its laws, give effect to enforcement of a final order forfeiting the proceeds of crime.
4. To the extent permitted by its laws, and at the request of the requesting Party, the requested Party shall, as a matter of priority, arrange for the return of the proceeds of crime to the requesting Party, in particular with a view to compensating victims, or returning them to their rightful owner, without prejudice to the rights of bona fide third parties.
5. Proceeds of crime include instrumentalities used to commit the offence.

Article 23. Restitution

1. The requested Party may, at the request of the requesting Party and provided that the rights of bona fide third parties are protected, hand over items obtained by illicit means to the requesting Party for return to their rightful owner.
2. In the execution of a request for assistance, the requested Party may, before or after handing over the items to the requesting Party, waive the right to a return of the items that have been handed over to the requesting Party if that could facilitate the return of the items to their rightful owner. The rights of bona fide third parties shall remain unaffected.
3. If the requested Party waives its right of return of the items before they are handed over to the requesting Party, it shall not claim any right of lien, or any other right of recourse arising from tax or customs laws in respect of such items.

4. A waiver under paragraph 2 shall not affect the right of the requested Party to collect customs duties or taxes from the rightful owner.

Article 24. Hearing by videoconference

1. If a person who is in the territory of a Party is required to appear as a witness or expert before the competent authorities of the other Party, the latter Party may request that the person appear by videoconference, if it is inappropriate or impossible for the person to appear in person in its territory, in accordance with this article.

2. The requested Party shall authorize the hearing by videoconference if use of this method is not contrary to the fundamental principles of its law and it has the necessary technical means to conduct the hearing.

3. Requests for a hearing by videoconference shall contain, in addition to the information referred to in article 27, paragraph 1, the reason why it is undesirable or impossible for the witness or expert to appear in person at the hearing, as well as the name of the competent judicial authority and of the persons who will conduct the hearing.

4. The competent authority of the requested Party shall summon the person to appear in accordance with the procedures laid down in its laws.

5. The following rules shall apply to hearings by videoconference:

(a) The hearing shall be held given in the presence of a competent authority of the requested Party, assisted by an interpreter if necessary. That authority shall be responsible for identifying the person being heard and for ensuring that the fundamental principles of the law of the requested Party are respected. If the competent authority of the requested Party considers that the fundamental principles of the law of that Party are not respected during the hearing, it shall immediately take the necessary measures to ensure that the hearing is conducted in accordance with those principles;

(b) The competent authorities of both Parties shall, where appropriate, agree on measures concerning the protection of the person to be heard;

(c) The hearing shall be conducted directly by the competent authority of the requesting Party, or under its direction, in accordance with its domestic laws;

(d) The person to be heard may invoke his or her right to testify under the laws of the requested or the requesting Party.

6. Without prejudice to any agreed arrangements for the protection of persons, the competent authority of the requested Party shall prepare a record upon conclusion of the hearing, indicating the date and place of the hearing, the identity of the person heard, the identities and capacities of all other persons of the requested Party who participated, any oaths taken and the technical conditions under which the hearing was held. The competent authority of the requested Party shall transmit that document to the competent authority of the requesting Party.

7. The cost of establishing the video link, the costs of making the video link available in the requested Party, the remuneration of interpreters provided by the requested Party, and the compensation paid to witnesses and experts and their expenses for travel to the requested Party shall be reimbursed by the requesting Party to the requested Party, unless the latter Party waives its right to the reimbursement of all or part of such expenses.

8. Each Party shall take the necessary measures to ensure that, in the event that witnesses or experts who are to be heard in their territory in accordance with this article refuse to testify when required to do so, or give false testimony, its domestic laws apply as they would if the hearing had taken place as part of a domestic proceeding.

9. If their respective laws so permit, both Parties may also apply the provisions of this article to hearings by videoconference with the participation of a person who is the subject of criminal proceedings. Hearings may only take place if the person who is the subject of the proceedings being prosecuted consents. The decision to hold the videoconference and the manner in which it is conducted shall be agreed to between the competent authorities of the Parties and shall be in accordance with their respective laws.

Article 25. Request for bank information

1. At the request of the requesting Party, the requested Party shall provide, in the shortest possible time, all information on all types of accounts held in banks located in its territory, owned or controlled by a natural or legal person who is the subject of a criminal investigation in the territory of the requesting Party.

2. At the request of the requesting Party, the requested Party shall provide information on specific bank accounts and banking transactions conducted during a specific period on one or more accounts specified in the request, including details of any sending or recipient accounts.

3. At the request of the requesting Party, the requested Party shall monitor, over a specific period, the banking transaction conducted on one or more accounts specified in the request and shall communicate the results to the requesting Party. The practical monitoring arrangements shall be agreed between the competent authorities of the requested Party and the requesting Party.

4. The information referred to in paragraphs 1, 2 and 3 of this article shall be provided to the requesting Party even in the case of accounts held by entities acting as or on behalf of trusts or any other instrument for the management of an endowment with unknown constituents or beneficiaries.

5. The requested Party shall take the necessary measures to ensure that banks do not disclose to the customer concerned or to third parties that information has been transmitted to the requesting Party for the purposes of this article.

Article 26. Central authorities

1. For the purposes of this Agreement, the central authority is, for the Republic of Peru, the Office of the Public Prosecutor and, for the French Republic, the Ministry of Justice.

2. The central authority of the requesting Party shall transmit requests for mutual legal assistance under this Agreement originating from its judicial authorities or from the Office of the Public Prosecutor.

3. The central authority of the requested Party shall promptly transmit requests for assistance to its judicial authorities or to the Office of the Public Prosecutor for their execution.

4. The central authorities of both Parties shall communicate directly with each other.

5. Any change affecting the designation of a central authority shall be brought to the attention of the other Party through the diplomatic channel.

Article 27. Content of requests

1. Requests shall be submitted in writing and shall contain the following information:

- (a) The designation of the originating authority and, where appropriate, the authority in charge of criminal proceedings in the requesting Party;
- (b) The subject matter and the purpose of the request;
- (c) As far as possible, the full name, place and date of birth, nationality and address of the person concerned, at the time of submission of the request;
- (d) A description of the facts (date, place and circumstances of the offence) giving rise to the investigation in the requesting Party, except in the case of a request for service under article 15;
- (e) The text of the applicable provisions defining and punishing the offences.

2. The application shall also contain:

- (a) If the laws of the requesting Party apply in the execution of the request (article 5, paragraph 2, the text of the legal provisions applicable in the requesting Party and the reason for their application;
- (b) If persons is to participate in the procedure (article 9), the designation of the persons who are to be present at the execution of the request and the reason for their presence;
- (c) In the case of service of writs and summonses (articles 15 and 16), the name and address of the person on whom the writs and summonses are to be served;
- (d) In the case of summonses of witnesses or experts (article 16), an indication that the requesting Party shall bear the costs and compensation, which shall be paid in advance, if so requested;
- (e) In the case of the temporary transfer of detained persons (article 20), the name of such persons.

3. If the requesting Party submits a request for assistance that supplements a previous request, it shall not be under any obligation to communicate the information already provided. The supplementary request shall contain the necessary information to identify the previous request.

Article 28. Execution of requests

1. If the request does not align with the provisions of this Agreement, the central authority of the requested Party shall immediately so inform the central authority of the requesting Party, requesting it to amend or supplement the request, without prejudice to the adoption of provisional measures in accordance with article 7.

2. If the request is aligned with this Agreement, the central authority of the requested Party shall immediately refer the request to the judicial authority or to the Office of the Public Prosecutor.

3. The requested Party shall execute the request for assistance as soon as possible, taking into account the time limit of the proceeding and any other circumstances indicated by the requesting Party.

4. After the execution of the request, the judicial authority or the Office of the Public Prosecutor shall forward to the central authority of the requested Party the request and any

information and evidence obtained. The central authority shall ensure that the execution is faithful and complete and shall communicate the results to the central authority of the requesting Party.

Article 29. Grounds for refusal

Proper grounds must be given for any refusal of legal assistance, in whole or in part.

Article 30. Legalization and authentication waiver

1. Documents, records or evidence transmitted pursuant to this Agreement shall not require legalization or authentication.

2. Documents, records or evidentiary items transmitted by the central authority of the requested Party shall be accepted as evidence without the need for justification or certification of authenticity.

Article 31. Language

Request and all supporting documents submitted by the requesting Party shall be duly translated into the language of the requested Party.

Article 32. Expenses generated by the execution of the request

1. The requesting Party shall bear, at the request of the requested Party, only the following expenses incurred in executing a request:

- (a) Compensation, travel and per diem expenses of witnesses and their legal representatives, if any;
- (b) Expenses relating to the temporary transfer of persons in custody; and
- (c) Fees and travel and other expenses of experts.

2. If it is anticipated that the execution of the request will generate extraordinary expenses, the requested Party shall so inform the requesting Party in order to determine the terms and conditions under which the request shall be executed.

Article 33. Other agreements or arrangements and domestic laws

The provisions of this Agreement shall not preclude more significant assistance that has been or may be agreed between the Parties in other agreements or arrangements, or that may result from the domestic laws or a well-established practice of either Party.

Article 34. Exchange of views

If they consider it necessary, the central authorities shall, orally or in writing, exchange views on the application or the carrying out of this Agreement either generally or in relation to a particular case.

Article 35. Settlement of disputes

Any dispute arising between the Parties relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled by consultation between the Parties through the diplomatic channel.

Article 36. Temporal scope

This Agreement shall apply to requests made after its entry into force, even if the relevant events occurred prior to its entry into force.

Article 37. Amendments

1. This Agreement may be amended in writing and by mutual agreement between the Parties.

2. Amendments shall enter into force in accordance with the procedure laid down in article 39 of this Agreement.

Article 38. Duration

This Agreement is concluded for an indefinite period.

Article 39. Entry into force

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the last notification by which the Parties notify each other through the diplomatic channel of the completion of the procedures required by their respective laws.

Article 40. Denunciation

1. Either Party may at any time denounce this Agreement by giving notice to the other Party through the diplomatic channel.

2. Such denunciation shall take effect on the first day of the sixth month following the date of receipt of such notification and shall not affect ongoing requests for assistance.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Paris on 15 November 2012 in two copies in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Peru:

[SIGNED]

For the Government of the French Republic:

[SIGNED]